

Cantonales : le réseau Fdsea se renouvelle

Hornoy-le-Bourg : «environnement, mobilisons nous !»

Pour Xavier Henquenet, réélu président cantonal d'Hornoy, l'action menée à Montdidier contre la vente aux enchères est très positive, elle a été "une piqure de rappel contre ce mode de vente". Il s'agit de l'action syndicale forte de l'année 2011. Tout en se réjouissant que le nombre d'adhérent augmente à nouveau dans le canton, le président a plaidé contre l'individualisme qui touche la société en général et l'agriculture en particulier.

Françoise Créte, secrétaire générale de la Fdsea, a néanmoins fait observer que l'opération paille a été un bel exemple de solidarité. "Le besoin de paille était réel et nous étions sous la menace d'un arrêté interdisant le broyage", a-t-elle rappelé, remerciant les agriculteurs du canton qui ont participé à l'opération. Daniel Roguet, président de la chambre d'agriculture, a demandé aux agriculteurs d'être "partie prenante et de participer aux réunions face à l'administration". C'est également une demande forte de Vincent Démarest, responsable de la commission environnement chambre/Fdsea. Il s'agit en effet de ne pas se laisser imposer des règles concoctées par une administration portée sur l'environnement et parfois déconnectées de la réalité. Exemple : deux captages sont clas-

sés "Grenelle" dans le secteur, à Guibermesnil et dans la vallée Béranget, et ce malgré la très bonne qualité de l'eau et l'opposition de la profession. Un plan d'action doit donc être mis en place avec des diagnostics à l'échelle des exploitations. Des questionnaires ont été transmis aux exploitants. "Nous attendons toujours les retours des agriculteurs ; même si tout n'est pas rempli, il est primordial de les renvoyer avant le 9 février sans quoi nous perdrons de la crédibilité pour les négociations" a insisté Vincent Démarest en aparté. Les exploitants concernés sont invités à contacter la chambre d'agriculture ou la Fdsea pour plus d'informations.

ARNAUD BOITEL



Xavier Henquenet : "il faut que l'on mette beaucoup d'énergie pour être présent dans les instances et auprès des acteurs de nos communes".



Les adhérents réunis pour leur assemblée cantonale le 11 janvier.

Roye : les questions foncières

Regardez les photos aériennes des communes, vous constaterez tout de suite le gaspillage des terres agricoles" a déclaré Patrick Loire, réélu président cantonal de Roye. Chaque année 93 000 ha de surfaces agricoles sont "artificialisées" en France, a indiqué Laurent Janocka juriste à la Fdsea. C'est pourquoi une commission de consommation des espaces agricoles a été instituée le 12 mai dernier par le ministre de l'Agriculture avec pour objectif de diminuer ce chiffre par deux. Une vingtaine de membres siègent dans cette commission qui donne un avis consultatif, suivi ou non par les maires. Comme exemple de consommation de terres non loin de Roye, on peut citer la zone d'activité de Haute Picardie sur laquelle les entreprises peinent à s'implanter en raison d'un cahier des charges trop strict, ou encore le futur canal Seine Nord au bord duquel chaque communauté de commune veut sa zone d'activité. Paradoxalement, il est plus facile de construire dans des bonnes terres que sur des zones

en friches !

Toujours sur le thème du foncier, la politique des structures est souvent décriée. Mais "il y a autant d'avis sur la politique des cumuls qu'il y a d'agriculteurs", a commenté Laurent Degenne, président de la Fdsea. "Cette politique a certes ses limites, mais elle permet une certaine stabilité du prix du foncier comparé à nos voisins européens". Le schéma directeur départemental a d'ailleurs été modifié pour prendre en compte l'évolution des exploitations. L'unité de référence est par exemple passée de 60 à 80 ha et les priorités ont été en partie changées.

Le président a conclu en insistant sur la priorité du syndicat qui est de défendre une agriculture compétitive face aux charges qui pèsent sur les exploitations et aux lobbies de l'environnement de plus en plus présents.

ARNAUD BOITEL



Patrick Loire "le syndicalisme ne s'arrête pas à la politique des structures, c'est aussi de nombreux dossiers à défendre, notamment sur l'environnement".



Les participants à l'assemblée de Roye.

Moyenneville : Olivier Bouvet succède à Olivier Faict

Après douze ans passés à la tête du canton de Moyenneville, Olivier Faict a trouvé son successeur, en la personne d'Olivier Bouvet (voir ci-contre).

Sa dernière assemblée générale a porté principalement sur deux thèmes : la PAC et l'environnement, thèmes qu'il a développés avec Vincent Démarest à la suite du rapport de l'année écoulée. Une année marquée par la sécheresse et ses conséquences. Des conséquences économiques, avec la baisse des rendements en partie compensée par les cours porteurs, mais aussi techniques et juridiques. Techniquement, Olivier Faict a réalisé un focus sur le secteur de l'élevage : "entre la perte de fourrage et sa rareté qui a fait monter les prix, le risque était fort pour les éleveurs de devoir décapitaliser en vendant une partie de leur cheptel. Et si ça a été le cas, les éleveurs ont augmenté leur produit de vente, amis ont pris le risque de ne plus atteindre les seuils de perte pour déclencher la procédure "calamité".

Toujours sur la sécheresse, il a souligné en présence de Bernard Davergne, conseil général du canton, l'opération "cultures dérochées", pour laquelle la collectivité territoriale a épaulé les chiffres d'affaires afin d'apporter une solution d'appoint technique aux éleveurs. Après la présentation sur la PAC, Olivier Faict a rappelé les positions de la Fdsea. "Les arbitrages nationaux n'auront lieu qu'en 2013. 2012 doit servir à sauvegarder le budget européen et national. Cependant, vu la valeur ajoutée générée sur les dernières décennies, la Somme et ses filières a des DPU élevés, et nous ne pouvons pas nous engager aveuglément vers une convergence unique comme seule politique". Enfin, Vincent Démarest a dressé un large tableau des dossiers environnementaux et de leurs conséquences en agriculture. Au travers des réglementations, il a montré les implications croisées entre toutes les structures qui opèrent



Olivier Bouvet, le nouveau président cantonal de Moyenneville, est agriculteur à Acheux-en-Vimeu où il exploite 100 ha en polyculture - élevage laitier. Agé de 46 ans, marié, il est président de la caisse locale Groupama de Feuquières.

sur le sujet : Dreal, Agence de l'eau, périmètre de captage, etc. Et de présenter l'accumulation des sujets : "Depuis les lois Grenelle, on assiste à un déferlement des réglementations : schéma régional "climat air énergie", bassins de captage d'eau potable, trame bleue/trame verte... Chacun de ces sujets est traité dans une logique de cloisonnement par un ou plusieurs interlocuteurs qui n'ont pas forcément une vision globale. Ainsi pour les trames bleue et verte, on va chercher à préserver des zones en prairies, alors que dans la réflexion air/climat, on va mettre l'accent sur la production de méthane par les vaches" a-t-il présenté à titre d'illustration. Et de citer ensuite comme résultat des travaux le fait que les élevages aux normes puissent être exemptés de "taxe" pollution dès lors que les consommations de l'élevage et de l'habitation passent par des compteurs différents. En tout état de cause, l'environnement est un sujet multifacettes, dont les conséquences sur les exploitations sont toujours directes et peuvent être limitantes dans l'acte de production. Un sujet qui sera au cœur de l'action de la Fdsea en 2012.

FRANÇOIS MAGNIER



Les participants à l'assemblée cantonale de Moyenneville le 13 janvier.

Suite en page 4

Villers Bocage : solidarité et prospective

Jean-Marc Dheilly, président du canton de Villers Bocage, a tenu son assemblée générale cantonale le 13 janvier. Laurent Degenne, président de la Fdsea, y a assisté. Dans un premier temps, ce dernier est revenu sur le dossier qui en 2011 a mobilisé le plus de ressource au service syndical : l'opération paille. Après avoir redonné les chiffres clés (25 000 tonnes de paille, répartition des destinations) il a surtout tenu à féliciter Jean-Marc Dheilly et la mobilisation de son canton, notamment dans la logistique liée à la préparation des trains au départ de Longueau. "La plus grande carence nationale est venue du transport, notamment ferroviaire. Pour la partie qui revenait aux agriculteurs, tout n'a pas été sans difficulté, mais on a su faire face... Pratiquement, Jean-Marc a fait un travail remarquable pour que chacun des trains soit chargé dans les meilleures conditions, et nous lui en sommes reconnaissants", a souligné Laurent Degenne.

Côté technique, l'assemblée a échangé un temps sur le dossier main-d'œuvre, et notamment les coûts du travail. Avant même que le dossier TVA sociale ne fasse irruption dans les médias, la Fdsea avait alerté d'un côté les parlementaires, et de l'autre la Fnsea sur le changement de l'assiette des heures dans la loi Fillion. "Une disposition qui aurait coûté près de 300 € par mois et par plein temps, et qui a pu être

modifiée à temps", a rappelé Laurent Degenne.

Autre sujet, la PAC 2014-2020. Les participants ont analysé ce qui ressort des hypothèses actuelles de la Commission. Les deux éléments majeurs à retenir sont d'un côté le caractère incertain du cadre général. En effet, le budget européen de cette PAC ne sera entériné qu'en 2013, et 2012 verra le Parlement et la Commission en débattre sur fond de crise de la zone euro. L'autre volet de la PAC est la redistribution des aides. "Il est clair que l'état d'esprit général est d'aboutir à une forme de convergence, mais avant d'entrer dans ce schéma, on doit trouver des garanties pour les filières qui, du fait de leur valeur ajoutée, ont des DPU élevés par accumulation sur la surface d'aide ayant une autre origine", a résumé Laurent Degenne marquant la position de la Fdsea.

Enfin, le dossier environnement



Jean-Marc Dheilly a été réélu président cantonal de Villers-Bocage.

a aussi été abordé, montrant que le canton de Villers-Bocage vivait les mêmes inquiétudes, les mêmes lassitudes que les autres cantons dans lesquels ce sujet a été traité. S'en sont suivies les élections qui ont reconduit Jean-Marc Dheilly et la majorité de ses collègues à leurs postes respectifs.

FRANÇOIS MAGNIER



Les adhérents réunis à la Maison familiale de Villers-Bocage.

Picquigny : Bertrand Roucou succède à Luc Vermersch

Le 10 janvier dernier, Luc Vermersch a présidé sa dernière assemblée du canton de Picquigny. A l'issue des élections, les participants ont plébiscité la candidature de Bertrand Roucou, agriculteur à Cavillon. Luc Vermersch et Olivier Faict, secrétaire général adjoint, ont retracé le bilan d'une année 2011 sous les angles politiques et économiques. L'année 2011 a été marquée par les conditions climatiques que l'on sait, et les craintes pour l'ensemble des productions végétales. Des craintes qui se sont atténuées dans le département, même si les secteurs aux sols fragiles ont subi de réelles pertes. Celles-ci se sont confirmées pour des bassins entiers au niveau national, ce qui a engagé la Fdsea dans une opération de solidarité paille. Opération pour laquelle le canton de Picquigny s'est fortement mobilisé, tant pour remiser la paille à l'abri à Guillaucourt que pour charger les trains au départ de Longueau. Au final,



Bertrand Roucou, le nouveau président cantonal. Agé de 45 ans, marié et père de quatre enfants, il est agriculteur à Cavillon sur 180 ha en polyculture élevage. Il possède un élevage porcin (engraisseur) et un élevage avicole (poules pondeuses de plein air avec pour partie un atelier de vente sur le marché). Ses centres d'intérêt sont l'agriculture de groupe et les contacts humains entre l'agriculture et la société.

Luc Vermersch a remercié personnellement chacun des adhérents du canton qui ont participé aux opérations.

Olivier Faict a également présenté les enjeux syndicaux pour l'année à venir, à commencer par les dossiers environnementaux : révision de la directive nitrates, bassin d'alimentation de captage, trame bleue et trame verte... autant de sujets que le secrétaire général adjoint a programmé comme dossiers prioritaires pour la Fdsea en 2012.

Enfin, les adhérents ont pris connaissance de l'état de discussion sur la PAC 2014-2020 avec une extrapolation des hypothèses sur les aides directes. Des chiffres qui demeurent toutefois suspendus aux échéances budgétaires européennes qui seront actées en 2012, puis aux arbitrages entre Etats membres et au sein des Etats membres. Luc Vermersch a conclu sur l'importance des lieux de décision, chaque étape étant soumise à une enceinte spécifique, annonçant aussi la poursuite de son engagement au niveau départemental et national.

FRANÇOIS MAGNIER

Rosières : les dossiers «betteraves» au programme

"Soyons positif !". C'est sur ces mots que Jean-Michel Saily a ouvert l'assemblée générale du canton le 12 janvier dernier après avoir visité le centre de tri des déchets de Rosières-en-Santerre avec les adhérents. Ouvert en 2007, ce centre trie chaque année 3000 tonnes de déchets produits par 62 000 habitants. Ces déchets sont ensuite conditionnés et envoyés vers des usines qui en tirent une nouvelle matière première pour fabriquer de nouveaux produits : enveloppes, cartons, bouteilles et divers emballages plastiques, boîtes de conserves...

Le président réélu à l'occasion de cette assemblée, s'est réjoui des cours des céréales qui se maintiennent à des niveaux élevés. Côté betteraves, un complément de prix de 2 € va être versé par Saint Louis Sucre et les perspectives sont bonnes pour l'année prochaine, a indiqué Jean-Jacques Fatoux, directeur adjoint de l'Asbs. Si le marché mondial reste orienté à la hausse, les perspectives de libéralisation totale du secteur en 2015 inquiètent. Pour le syndicat betteravier, "il n'y a aucune raison d'adopter cette réforme, tout le monde est contre y compris les industriels et les PMA (pays les moins avancés) avec qui un accord avait été conclu". Les organisations agricoles veulent repousser de cinq ans la suppression des quotas, le temps que la filière devienne compétitive sur le marché mondial. Les rendements ont déjà progressé de 30 tonnes en quinze ans et l'écart de compétitivité avec le Brésil est passé de 520 € à 105 € dans le même temps. Cela dit, les



Jean Michel Saily à propos du captage de Caix : "si nous voulons nous faire entendre nous devons participer nombreux aux réunions avec l'administration".

planteurs pourraient être sollicités dans les prochains mois pour un aller retour à Bruxelles !

Le rachat de la Vermandoise par Cristal Union suscite également quelques interrogations. Quel sera le prix pour les nouveaux coopérateurs ? Le syndicat betteravier participera à ces discussions, mais il convient au préalable de finaliser la vente soumise à l'approbation de l'autorité de la concurrence.

Le captage d'alimentation en eau potable de Caix classé "Grenelle" fait toujours l'objet de débats pour la mise en place des mesures de protection. L'administration semble parfois déconnectée des pratiques agricoles. Une association sera probablement mise en place pour une meilleure reconnaissance de la profession et une participation plus active aux discussions. L'assemblée s'est terminée par un tirage au sort pour gagner quatre places au karting Haute Picardie.

ARNAUD BOITEL



Les adhérents ont profité de cette assemblée pour aller visiter le centre de tri des déchets de Rosières.

ERRATUM

Ce n'était pas Etienne Piolé qui était sur la photo accompagnant l'article sur l'assemblée de Nouvion publié dans notre précédente édition du 13 janvier. Il s'agissait en fait de Bertrand Roucou, le nouveau président cantonal de Picquigny, qu'une malencontreuse erreur a fait changer de canton. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.



Etienne Piolé, président cantonal de Nouvion.

Hallencourt : sous le signe de la convivialité !

C'est le lundi 16 janvier que s'est tenue l'assemblée générale du canton de Hallencourt, sous la présidence d'Olivier Parcy, réélu à l'unanimité pour le prochain mandat.

Depuis une dizaine d'années, un repas a lieu au mois de novembre dans le canton, ce qui a contribué à former un bon groupe, content de se retrouver lors de l'assemblée générale. Ainsi, une cinquantaine de personnes étaient réunies pour entendre Marie-Andrée Degardin et Olivier de France de la Safer, expliquer le fonctionnement de son comité technique (Cf AAP du 13 janvier 2012). Laurent Degenne, président de la Fdsea 80, a incité les jeunes, nombreux dans la salle, à maintenir les outils mis en place au siècle dernier et qui ont permis de préserver le statut du fermage dans la Somme (76% de



Olivier Parcy a été réélu président cantonal.

faire-valoir direct).

Laurent Degenne, a également présenté les propositions de la Commission européenne, concernant la nouvelle PAC, suite au séminaire de la Fnsea à ce sujet, l'idée étant de "rassembler sur nos idées pour faire avancer les choses".

ALINE LANDRIEUX



Forte participation à l'assemblée d'Hallencourt.

Ault-St Valéry : améliorer l'image de l'agriculture

Les deux cantons d'Ault et de Saint Valéry se sont retrouvés, comme chaque année, à Vaudricourt lors de leur assemblée générale le mardi 17 janvier dernier. D'abord séparément, chaque canton a réélu son président, Régis Brunet pour Saint Valéry et Frédéric Richard pour Ault. Puis Denis Delattre, secrétaire général adjoint de la Fdsea 80, a réalisé le bilan de l'année 2011 marqué notamment par l'opération paille. Celle-ci a été menée au niveau local dans le Vimeu et par des mises en relation entre éleveurs et céréaliers. Ensuite, une réflexion a été menée sur la difficulté de trouver de la



Frédéric Richard et Régis Brunet réélus président cantonal d'Ault et Saint Valéry.

main-d'œuvre en agriculture, non seulement à cause du manque de formation en élevage à proximité, mais aussi du fait de la mauvaise image du salariat agricole. Aussi

le canton va-t-il s'investir dans la foire Agricole d'Abbeville, le 13 mai prochain, afin notamment de véhiculer une image réelle de l'agriculture dans le département, et ainsi améliorer la perception qu'en a le grand public.

ALINE LANDRIEUX



Les participants à l'assemblée.